

La question coloniale et paix perpétuelle
— Saint-Domingue, Sierra Léona, Egypte et Jérusalem —

par

Kôbô SEIGAN

La question coloniale et la paix perpétuelle – Saint-Domingue, Sierra Léona, Égypte et Jérusalem –

Introduction

Au XVIII^e siècle, un officier français dit que les colonies caraïbes sont en « état de guerre perpétuelle »¹. Le système colonial de l'Ancien Régime reposant sur l'Esclavage, l'Exclusif et la Marine, est remis en cause à l'époque révolutionnaire, qui élabore de nombreuses propositions pour améliorer le système. Pour comprendre le colonialisme de cette époque, il faudrait les reconstituer et établir objectivement leur typologie en analysant un certain nombre d'études de cas. Dans cet article, nous étudions principalement les cas de Malouet, de Talleyrand, d'Eschassériaux et du Breton. Nous nous intéressons surtout à l'époque du Directoire, où la France révolutionnaire trouve une alliance possible avec des républiques sœurs. Alors, quelle politique coloniale peuvent-ils présenter ?

Des historiens japonais accusent surtout moralement le colonialisme de la France révolutionnaire². Par exemple, d'après Tadao Hama, il n'y a pas de rupture entre l'Ancien Régime et la Révolution sur la question coloniale ; la Révolution est l'origine de la mission civilisatrice du XIX^e siècle ; le principe du droit des hommes et des citoyens est utilisé comme une cause qui justifie le colonialisme³. En outre, les recherches françaises sur le colonialisme du XVIII^e siècle suivent deux tendances. L'une analyse les politiques et les législations relatives aux colonies⁴. L'autre s'intéresse à l'économie, aux commerces internationaux⁵ ainsi qu'aux idées économiques⁶, à l'instar d'Oudin-Bastide et Steiner qui examinent la relation entre la morale et l'intérêt économique⁷. En effet, quoique la morale humaniste soit très importante pour la République française, ce n'est pas sa priorité absolue. La question

1 Bernard Gainot, *La Révolution des esclaves, Haïti 1763-1803*, Paris, Vendémiaire, 2017, p. 34.

2 Tadao Hama, *Haichi kakumei to Furansu kakumei (La révolution haïtienne et la Révolution française)*, Sapporo, 1998 ; Nagao Nishikawa, *Furansu no kaitai ? (La démolition de la France ?)*, Kyoto, 1999 ; Chikako Hirano, *Furansu shokuminchishugi no rekishi (L'Histoire du colonialisme français)*, Kyoto, 2002.

3 HAMA, *op.cit.*, p. 296.

4 Déborah Liébart, « Un groupe de pression contre-révolutionnaire : le club Massiac sous la Constituante », *Annales historiques de la Révolution française*, N°354, 2008 ; Manuel Covo, « Le Comité des colonies, Une institution au service de la « famille coloniale » ? (1789-1793) », *La Révolution française* (en ligne), N°3, 2012, <http://lrf.revues.org/692> ; Frédéric Régent, Jean-François Niort et Pierre Serna (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

5 *Annales historiques de la Révolution française*, N°352, 2008.

6 André Lapidus, « Le profit ou la domination : La figure de l'esclave dans l'économie d'Adam Smith », Fred Célimène et André Legris (éds), *L'Économie de l'Esclavage Colonial*, Paris, CNRS Éditions, 2002(hal-00344915) ; Alain Clément, « Libéralisme et anticolonialisme. La pensée économique française et l'effondrement du premier empire colonial (1789-1830) », *Revue économique*, Vol.63, 2012 ; Baptiste Biancardini, « L'opinion coloniale et la question de la relance de Saint-Domingue 1795-1802 », *Annales historiques de la Révolution française*, N°4, 2015.

7 Caroline Oudin-Bastide et Philippe Steiner, *Calcul et Moral, Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation (XVIIIe-XIXe siècle)*, Paris, Albain Michel, 2015.

de la prospérité économique et de la sécurité nationale sont tout aussi importante qu'il faudrait les envisager dans leur ensemble puisque toutes les politiques sont liées. Il ne s'agit pas seulement de la morale, mais aussi d'un système. Nous étudions la politique coloniale des personnalités contemporaines, en tenant compte de la liaison entre la morale, l'intérêt économique et la stratégie militaire.

Malouet (1744-1814)

Selon Griffiths, Malouet est un monarchiste constitutionnel et évite de prendre des positions extrêmes au profit de la modération et du compromis : il est au centre. Cependant, le « centre » affiché par Malouet ne représente pas simplement une position sur l'échiquier politique de l'époque. Le « centre » adhère à l'interventionnisme de l'Etat⁸. Serna considère Malouet comme un précurseur de l'« extrême centre » du Directoire⁹. D'ailleurs, selon Griffiths, Malouet est contre la revendication autonomiste des colons en avançant que les colonies sont essentielles pour servir les intérêts de la métropole. Quant à l'esclavage, Malouet craint que l'abolition entraîne l'effondrement du système colonial sur lequel repose la prospérité de la France. L'esclavage lui semble économiquement nécessaire. C'est également un homme du siècle des Lumières, c'est pourquoi, il se prononce en faveur de nouvelles mesures gouvernementales destinées à rendre l'esclavage plus humain¹⁰. Cette contradiction est aussi reconnue par Duchet et Ehrard¹¹. Nous approfondissons l'étude sur la politique coloniale de Malouet.

En 1788, Malouet est contre la liberté de commerce et l'autonomie des colonies. « *L'affranchissement des colonies, ou la liberté absolue du commerce, présente autant de difficultés que l'affranchissement des nègres* ». Selon Malouet, des écrivains philanthropes affirment généralement que la paix perpétuelle pourrait aboutir par l'abrogation des lois prohibitives et que la fin des guerres de commerce serait possible par l'affranchissement des colonies. Or, il réplique à leur assertion que pour cela puisse se concrétiser, il faudrait une confédération inédite entre les gouvernements. « *Mais est-il bien probable ?* ». D'ailleurs, la liberté de commerce tournerait au détriment de la France et au profit d'un pays dont la culture et les manufactures seraient plus florissantes. En outre, ce pays pourrait « brader » ses marchandises à bas prix, en excluant la France du marché mondial et les ouvriers français perdraient leur travail. Enfin, les gouvernements concurrents ne pourraient pas

8 Robert Griffiths, *Le centre perdu, Malouet et les « monarchiens » dans la Révolution française*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1988, pp. 9-11; pp. 50-51; pp. 81-86; p.237; pp. 247-248.

Pour Malouet, l'ordre de l'Etat prime ; le monarque gouverne en accord avec la volonté générale ; il protège surtout le système social basé sur la propriété ; la croissance économique dont le résultat découle d'une politique interventionniste de l'Etat.

9 Pierre Serna, *La République des girouettes, 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, pp. 345-347.

10 Griffiths, *op.cit.*, pp. 198-199 ; pp. 223-225.

11 Michèle Duchet, « Malouet et le problème de l'esclavage », dans *Essais d'anthropologie. Espace, langues, histoire*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005 ; Jean Ehrard, *Lumières et Esclavage. L'Esclavage colonial et l'opinion publique en France au XVIIIe siècle*, Bruxelles, André Versailles éd., 2008.

trouver d'accord diplomatique pour la liberté de commerce¹². En 1790, quand des députés examinent le commerce de l'Inde à l'Assemblée Nationale, Malouet affirme qu'il faut davantage penser à l'augmentation du travail et de l'activité de l'industrie française qu'à la liberté de commerce qui conduirait à la diminution des moyens de subsistance, du travail et du salaire des ouvriers français.

Mais sous le Directoire, Malouet évolue sans doute en raison de la situation militaire des deux côtés de l'Atlantique. La guerre contre l'Angleterre ruine les colonies françaises, tandis que les armées françaises gagnent en Europe. Alors, Malouet repense à la relation entre la paix et le commerce. « *Le commerce est aujourd'hui le plus grand intérêt et l'occupation majeure de presque tous les peuples de l'Europe. Ceux qui sont pauvres veulent aussi faire fortune, ils convoitent celle des riches ; ainsi le commerce change, multiplie les rapports, les liaisons, les querelles, rend la guerre plus fréquente en fournissant les moyens, mais il la rend plus dispendieuse, plus menaçante pour la tranquillité intérieure de chaque état commerçant* »¹³. Ainsi, paradoxalement, le commerce, qui est à l'origine de la guerre, est en crise à cause d'elle. Cette situation est surtout préjudiciable aux colonies. Malouet demande la paix mais sans politique philanthropique. « *C'est par un simple calcul d'intérêt, et non d'après les vœux aussi respectables qu'impuissants de la philanthropie, que la raison doit nous conduire à un état de paix nécessaire, permanent, dans les Antilles* »¹⁴. Les conseils de Saint Pierre sur « *la paix perpétuelle* » s'adressent plus à la moralité des gouvernements qu'à leurs intérêts, mais « *les miens plus à leur intérêt qu'à leur moralité* »¹⁵. Malouet propose de faire une confédération européenne qui considérerait les denrées coloniales comme « *une propriété commune à la république Européenne* »¹⁶ et tiendrait compte de l'intérêt général de l'Europe. Six cent mille Européens s'occupent du secteur des denrées coloniales, produites aux Antilles et sur le continent américain, ce qui permet à dix millions d'ouvriers de gagner leur vie¹⁷. La solidarité entre les gouvernements européens serait nécessaire. Les bouleversements d'une nation ne se fait pas au profit des autres nations qui forment « *une chaîne électrique* »¹⁸ où les grandes commotions, notamment des révoltes liées à l'esclavage, se propagent sur tous. L'abrogation des lois prohibitives pour la paix et la stabilité de l'ordre sont donc indispensables pour la réalisation de ce projet.

D'après Malouet, la collaboration avec l'Angleterre est très importante pour la paix parce qu'il est impossible aux colonies françaises de rétablir leur économie en comptant seulement sur leurs capitaux sans l'aide des Anglais. « *L'intérêt de la France, son intérêt le*

12 Malouet, *Mémoire sur l'esclavage des nègres : dans lequel on discute les motifs proposés pour leur affranchissement, ceux qui s'y opposent, et les moyens praticables pour améliorer leur sort*, Neufchâtel, 1788, pp. 81-86 (Collection des documents de Michel Bernstein).

13 Malouet, *Lettre de M. Malouet à M.S.D., Membre du Parlement, sur l'intérêt de l'Europe, au salut des colonies de l'Amérique*, Londres, 1797, p. 27 (Collection des documents de Michel Bernstein).

14 *Ibid.*, p. 19.

15 *Ibid.*, p. 25.

16 *Ibid.*, p. 2.

17 *Ibid.*, p. 6.

18 *Ibid.*, p. 11.

plus pressant dans les Colonies serait de cesser à tout prix sa guerre de destruction, de garder ses postes militaires, de laisser momentanément aux Anglais ceux qu'ils occupent, et de solliciter leur concours pour le désarmement des nègres et le rétablissement de l'ordre sur cette terre désolée »¹⁹. Malouet veut bloquer la force des Noirs révoltés de Saint-Domingue par les armées française et anglaise. La paix qu'il souhaite, n'est pas pour le bien de l'humanité, mais dans l'intérêt de l'Etat. Il exige donc le maintien de l'esclavage, même sous la liberté de commerce²⁰.

Talleyrand (1754-1838)

Le 3 juillet 1797, Talleyrand présente un projet de colonisation à la séance publique de l'Institut national. Le discours de Talleyrand est publié sous le titre d'*Essai sur les avantages à retirer de colonies nouvelles dans les circonstances présentes*²¹. Gainot soutient que l'*Essai* de Talleyrand est rédigé par Desrenaudes, un proche de *La Décade philosophique, littéraire et politique*²². Méconnu au Japon, cet *Essai* est quelquefois présenté comme une ouverture du colonialisme français du XIX^e siècle²³.

Selon Talleyrand, la colonisation nouvelle est pour des « *hommes fatigués et vieillis* » après les crises révolutionnaires, ceux qui « *ont perdu, sous le fer des assassins, tout ce qui embellissait pour eux la terre natale* », ceux « *pour qui elle est devenue inféconde* », ceux « *qui n'y trouvent que des regrets* », ceux « *qui n'y trouvent que des remords* », ceux qui « *ne peuvent se résoudre à placer l'espérance là où ils éprouvèrent le malheur* », des « *malades politiques* » qui ont les « *imaginations ardentes qu'aucun raisonnement ne ramène* », ceux « *qui se trouvent toujours trop resserrés dans leur propre pays* », « *les hommes qui brûlent d'attacher leur nom à des découvertes, à des fondations de villes, à des civilisations* », ceux « *pour qui la France constituée est encore trop agitée* » ou bien « *trop calme* », et « *ceux enfin qui ne peuvent se faire à des égaux, et ceux aussi qui ne peuvent se faire à aucune dépendance* »²⁴. Le but de la colonisation est de leur offrir de nouvelles perspectives dans le cadre des territoires d'outre-mer nouvellement colonisés. Cependant, nous pouvons aussi remarquer que le projet est opportun, si nous tenons compte des ravages de la Terreur et de l'instabilité politique du Directoire. D'ailleurs, Talleyrand pense que les gouvernements fondent les colonies avec « *des individus sans industrie, sans capitaux et sans mœurs* » et que c'est absolument contraire qu'il faudrait faire : ne pas considérer les colonies comme « *punition* »²⁵.

19 Malouet, *Examen de cette question : Quel sera, pour les colonies de l'Amérique, le résultat de la Révolution française, de la Guerre qui en est la suite, et de la Paix qui doit la terminer*, Paris, 1796, p. 37 (Collection des documents de Michel Bernstein).

20 *Lettre de M. Malouet à M.S.D., Membre du Parlement*, p. 24.

21 Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, *Essai sur les avantages à retirer de colonies nouvelles dans les circonstances présentes*, Paris, Imprimeur de l'Institut national, an V.

22 Bernard Gainot, « La Décade et la « colonisation nouvelle » », *Annales historiques de la Révolution française*, numéro 339, 2005.

23 Yvan G. Paillard, *Expansion occidentale et dépendance mondiale, fin du XVIII^e siècle / 1914*, Paris, 1994.

24 Talleyrand, *op.cit.*, pp. 9-10.

25 *Ibid.*, p. 12.

En outre, son projet repose sur une idée novatrice quant aux relations entre les colonies nouvelles et la métropole : l'indépendance des colonies. D'après lui, les gouvernements voudraient retirer le prix de leurs avances et de leur protection. Mais le commerce entre la métropole et les colonies indépendantes apporterait une prospérité réciproque : « *c'est donc sur la connaissance anticipée des intérêts réciproques, fortifiées par ce lien si puissant d'origine commune, que l'établissement doit être formé, et sur la force de cet intérêt qu'il faut compter pour en recueillir les avantages* » ; ainsi, il n'y a « *point de domination* », « *point de monopole* »²⁶. Il n'y a aucune raison de craindre l'indépendance. La Louisiane et le Canada gardent un lien fort avec la France, quoiqu'ils soient sous la domination étrangère depuis plus de trente ans. L'origine commune et les communications libres et amicales unissent la métropole et les colonies²⁷. Ainsi, ce projet de colonisation suppose préalablement l'indépendance des colonies. Au début de la Révolution, des colons blancs des Antilles ont pensé maintenir l'esclavage et commercer librement avec l'Angleterre en obtenant l'autonomie du gouvernement français. Mais comme il n'y a plus officiellement d'esclavage sous le Directoire, le temps est favorable pour penser à l'indépendance des colonies nouvelles, qui seraient principalement fondées par les Européens. Quant au choix du pays à coloniser, Talleyrand propose l'Afrique occidentale²⁸.

En outre, le *Précis sur l'établissement des colonies de Sierra Léona et de Boulama à la côte d'Afrique* de Wadström commence par une dédicace adressée à Talleyrand. En mentionnant le discours de Talleyrand à l'Institut nationale, « *plein de vues grandes et neuves* », Wadström présente les « colonies philanthropiques » que des philanthropes anglais font en Afrique occidentale, plus précisément à Sierra Léona et Boulama. D'après lui, les colonies philanthropiques ont trois buts : l'abolition de la traite, la civilisation de l'Afrique et le commerce entre l'Europe et l'Afrique, fondé plutôt sur l'échange de denrées utiles que sur des « spéculations pécuniaires »²⁹.

Eschassériaux (1753-1824)

En automne 1794, Eschassériaux³⁰ pense comment instaurer une paix durable. Il insiste sur l'indépendance des peuples dans les Ancien et Nouveau Mondes : « *Le désir de civiliser des peuples conquis, de rétablir ou de leur donner un gouvernement plus heureux, ne peut jamais justifier les invasions d'un territoire étranger ; hors la défense naturelle, tout conquérant est un usurpateur qu'aucune loi ne peut absoudre ; tout changement ou établissement qu'il opère par la force chez un peuple, est un attentat ; il a violé toutes les lois de la nature et des gens. La conscience des nations, la postérité jugeront avec une justice*

26 *Ibid.*, p.13.

27 *Ibid.*, pp. 12-13.

28 Talleyrand, *op.cit.*, p.14.

29 Carl Bernard Wadström, *Précis sur l'établissement des colonies de Sierra Léona et de Boulama à la côte occidentale d'Afrique*, Paris, an VI (Gallica).

30 Marc BELLISA examine plus la politique européenne que la politique coloniale d'Eschassériaux. Marc BELISSA, *Repenser l'ordre européen (1795-1802), De la société des rois aux droits des nations*, Paris, 2006.

égale le crime des premiers brigands qui envahirent et détruisirent le nouveau monde, sous prétexte d'y renverser l'idolâtrie, de donner des lois et une religion à ses infortunés habitants, et le crime des brigands coalisés pour établir, sous le nom de bon ordre, la tyrannie en France, et des lâches usurpateurs qui ravagent le territoire de la Pologne pour lui donner la paix »³¹.

Il soutient l'indépendance des peuples mais nie leur isolement en ajoutant tout de suite : *« Les nations, comme les hommes, par leurs besoins réciproques, par des communications que leur position physique a rendu nécessaires, par la nature de leurs passions mêmes, sont appelés à vivre ensemble ; les peuples même vivant dans un état barbare, ont des intérêts à agiter et à conduire avec leurs voisins. Dans quelque état de civilisation où le hasard et les révolutions aient placé les nations, elles ne peuvent s'isoler les unes des autres. L'isolement d'une seule, serait funeste à toutes. La séparation individuelle de chaque société serait un malheur pour l'humanité entière ; les lumières, l'industrie et les arts seraient bannis de la terre, et cet état du monde bientôt changé en une vaste solitude, serait l'avant-coureur des infortunes et de la barbarie »³².*

Il faut donc le commerce, surtout la liberté du commerce, pour lier des nations qui doivent vivre ensemble. Il affirme l'importance du commerce à la Convention nationale en frimaire an III : *« Il (le commerce) transporte le travail dans la vie oisive, la civilisation dans l'état barbare, la culture dans les pays arides, un climat dans un autre, en rendant communes les productions et les richesses de toutes les contrées »³³.* Selon lui, il ne faut pas donc « civiliser » des peuples « barbares » par l'armée, mais par le commerce. En an IV, il développe ce sujet dans *Le Moniteur* : il y a deux principes pour « fonder une paix durable » : ce sont « l'indépendance de tout territoire et de tout gouvernement » et « la liberté du commerce et des mers ». Toute liberté politique, tout territoire doit être garanti. Et le commerce doit être « le lien utile qui attache entre toutes les puissances de l'Europe » ; *« Les besoins de la société et la nature ont rendu les Nations tributaires les unes des autres : le Nord a besoin des productions du Midi, le Midi de celles du Nord. Les puissances de l'intérieur du continent ont besoin des puissances maritimes, celles-ci du continent. Rompez cette précieuse dépendance, vous détruisez l'harmonie politique des Peuples entre eux, leur prospérité, leur bonheur »³⁴.*

Or, le gouvernement anglais a déclaré la « guerre éternelle » à toutes les puissances maritimes avec ses lois exclusives ; face à l'Angleterre, il serait donc nécessaire de former une confédération des pays européens en suivant l'exemple de la ligue que des villes de la Baltique formèrent au XIII^e siècle³⁵. Nous remarquons que ses arguments sont semblables

31 *De la diplomatie. Des droits des peuples ; des principes qui doivent diriger un peuple républicain dans ses relations étrangères, par Eschassériaux, aîné, s.l., Vendémiaire an III, pp. 14-15 (Collection des documents de Michel Bernstein).*

32 *Ibid.*, p. 15.

33 *Opinion sur les causes de l'état présent du commerce et de l'industrie, et les moyens de les rétablir sur les véritables bases de l'économie politique, par Eschassériaux aîné, Frimaire an III, s.l., an III, p. 11 (Collection des documents de Michel Bernstein).*

34 *Gazette nationale, ou le Moniteur universel*, le 20 avril 1796.

35 *Idem*, le 20 avril 1796 et le 22 janvier 1797.

à ceux d'Arnould et de Barère³⁶.

Alors, quelle politique coloniale Eschassériaux peut-il suggérer ? En 1798, il exprime officiellement son opposition au projet de Wadström concernant les « colonies philanthropiques » de l'Afrique occidentale, bien qu'il soutienne principalement l'abolition de la traite, la civilisation de l'Afrique et le commerce entre l'Europe et l'Afrique³⁷. Dans son discours au Conseil des Cinq-Cents, en remarquant que la colonisation du Nouveau Monde provoque beaucoup de guerres³⁸, il s'interroge sur la pertinence de « la colonie philanthropique ». Alors, il l'évalue de manière pragmatique : « *un jour les côtes d'Afrique, comme celles des autres continents, seront purifiées du commerce infâme qui les a déshonorées trop longtemps. Mais ce n'est pas comme établissement philanthropique que nous devons considérer ici ceux de Boulama et Sierra Léona : c'est comme établissement commercial et politique. Sous cet aspect, il faut le dire, le placement de cette colonie, qui l'expose à toutes les hostilités, ne peut la rendre qu'une propriété très précaire pour ses possesseurs, tant que le droit aveugle et terrible de la guerre ne saura pas respecter les objets qui appartiennent à l'humanité entière ; une escadre a déjà pu la détruire, une autre peut la renverser encore lorsqu'elle serait rétablie ; la garde de cet établissement surpasserait ses profits et ses avantages* »³⁹. Comme la défense militaire y serait difficile, il serait impossible d'installer cette colonie. Pour une nouvelle colonisation, il faut la trinité entre l'intérêt commercial, la stratégie militaire et la cause humanitaire.

Ensuite, Eschassériaux propose de coloniser l'Égypte au lieu de l'Afrique occidentale. En étant protégée militairement par les îles françaises adriatiques et fondée non pas sur des principes d'esclavage et de la tyrannie « *mais sur des principes de liberté et d'humanité, sur des liens vraiment sociaux, sur des besoins et des convenances réciproques* », la nouvelle colonie de l'Égypte unirait le commerce de l'Orient à celui de l'Occident et contrecarrerait les ambitions du gouvernement anglais⁴⁰.

Avant de finir son discours au Conseil des Cinq-Cents, Eschassériaux critique l'idée de Talleyrand sans le nommer. Alors que Talleyrand souhaite fonder une nouvelle colonie en accueillant les « mécontents » de la République établie, Eschassériaux prévoit qu'une telle colonie serait favorable à la Contre-révolution. Alors, quelle relation la métropole républicaine pourrait-elle attendre d'une colonie contre-révolutionnaire ? Entre elles, il n'y aurait qu'un lien d'ordre commercial, sans qu'il y ait de véritable confiance. Ainsi, Eschassériaux ne veut pas amener les mécontents, en outre-mer, mais plutôt, calmer leurs

36 Ambroise-Marie Arnould, *Système maritime et politique des Européens pendant le dix-huitième siècle*, Paris, Imprimerie d'Antoine Bailleul, 1797, p.341 ; Bertrand Barère de Vieuzac, *La Liberté des mers, ou le Gouvernement anglais dévoilé*, s.l., 1798, Tome 3, pp. 105-107.

37 *Rapport au nom de la Commission Chargée d'examiner l'ouvrage présenté au Conseil par le citoyen WASTROM, relatif à l'établissement de Sierra Léona, Boulama, et à la colonisation en général, et de quelle utilité peut être cet établissement pour le commerce français, par Eschassériaux aîné*, s.l., an VI, p.2 (Collection des documents de Michel Bernstein).

38 *Ibid.*, pp. 6-7.

39 *Ibid.*, p.15.

40 *Ibid.*, pp. 18-19.

haines par la législation républicaine, en métropole⁴¹ : « *je répondrai que ce n'est point le malheur ou la haine des lois d'un Etat, mais sa prospérité ou sa force, qui doivent fonder une colonie : il faut, pour faire prospérer ces établissements, des vues d'ordre, d'économie, de travail, de moralité et de sagesse* »⁴².

Le Breton (1760-1819)

Maintenant, nous étudions Le Breton qui est un des rédacteurs de *La Décade philosophique, littéraire et politique*. Dans le numéro du 10 mars 1798 de cette périodique, il soutient les colonies philanthropiques de l'Afrique comme étant des colonies idéales dans le compte rendu du *Précis sur l'établissement des colonies de Sierra Léona et de Boulama* : « *les sages de tous les pays doivent commencer à acquitter la dette de l'humanité ; ils doivent surtout appuyer cette belle entreprise, et solliciter les Gouvernements à la seconder* ». Il considère la colonisation des philanthropes comme l'expiation des « *attentats* » qui ont été faits par « *l'avidité et coupable Européen* »⁴³. La « dette de l'humanité » et les « attentats » signifient la traite des esclaves. Il envisage donc la nouvelle colonisation au profit des Africains.

Mais en avril, il parle plutôt de la colonisation de l'Égypte, comme l'analyse Frédéric Régent⁴⁴. Dans le numéro du 9 avril, Le Breton réfléchit comment « apporter la civilisation » en Égypte et en Syrie ; il faudrait donner une population nombreuse et active pour y faire fleurir l'industrie, développer le commerce ainsi que les sciences et les arts⁴⁵. Dans le numéro suivant, il trouve le moyen : « *ce serait d'y appeler les Juifs. On sait combien ils tiennent à leur ancienne patrie et à la cité de Jérusalem ! Dispersés sur toute la terre par une persécution qui dure depuis dix-huit siècles, ils tournent encore leurs regards vers la Palestine, où ils espèrent que leur postérité plus heureuse sera ramenée par un prodige difficile à croire. Ils accourront des quatre parties du monde, si on leur en donne le signal. Leurs fortunes sont faciles à transporter ; les hommes et l'or afflueront ; ils en fourniront assez, non seulement pour faire fleurir l'industrie, mais pour suffire aux dépenses de la révolution de Syrie et d'Égypte* »⁴⁶.

Le Breton a pitié des Juifs qui sont persécutés par le fanatisme religieux qui sévit en Europe : « *Trouverait-on encore en opposition à des idées de prospérité publique des préjugés inspirés par le fanatisme et l'ignorance ? Répéterait-on que les Juifs sont odieux ; qu'ils portent de la mauvaise foi dans le Commerce ; qu'ils haïssent tous les autres peuples ! Tous les autres peuples ont mérité d'en être détestés, parce que tous les ont persécutés avec frénésie. La religion juive, comme le dit le sage Usbek, a enfanté deux filles (les religions*

41 *Rapport au nom de la Commission Chargée d'examiner l'ouvrage présenté au Conseil par le citoyen WASTROM*, pp. 22-25.

42 *Ibid.*, pp. 23.

43 *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 20 ventôse an VI (Collection des documents de Michel Bernstein).

44 Frédéric Régent, « L'Égypte des Idéologues : le regard de la *Décade philosophique* sur l'expédition de Bonaparte », *L'expédition d'Égypte, une entreprise des Lumières 1798-1801*, Cachan, 1999.

45 *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 20 germinal an VI (Collection des documents de Michel Bernstein).

46 *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 30 germinal an VI (Collection des documents de Michel Bernstein), pp. 148-149.

chrétiennes et mahométanes) qui l'ont couverte de mille plaies. Il serait difficile de compter les bannissements, les spoliations, les supplices et les maux de toute espèce que les Chrétiens principalement, ont fait subir aux Juifs. Que de décret conciles, que des lois, que d'actes d'autorité royale et catholique, les ont opprimés en Italie, en Portugal, en Espagne, dans toute l'Allemagne, en Angleterre et en France, sous le prétexte qu'ils poignardaient des hosties, qu'ils crucifiaient des enfants et en buvaient le sang, qu'ils faisaient de la magie, qu'ils empoisonnaient les fontaines, ou parce qu'ils refusaient de payer les taxes arbitraires dont on les accablait ! »⁴⁷. Mais il suppose que les Juifs « ont des capitaux et des relations commerciales ; ces qualités et ces moyens ne sont pas employés aussi avantageusement qu'ils pourraient l'être pour eux et pour la société générale »⁴⁸.

Conclusion

En soutenant le régime colonial de l'Ancien Régime, Malouet exige la réforme. Ayant le sens pratique, il est réaliste. Il respecte le plus l'intérêt économique de l'État en comparaison avec leur conscience personnelle ou le bonheur des esclaves. Nous nous demandons si cette façon de penser lui semble « morale ». D'ailleurs, il a le sens de la flexibilité. Il peut étudier l'efficacité de la liberté du commerce pour la paix et aussi examiner un projet de la coalition avec des pays de l'Europe, surtout avec l'Angleterre. Seulement, il ne veut propager ni la philanthropie ni la civilisation au monde.

Eschassériaux est moins rêveur que Le Breton qui souhaite que les Juifs deviennent transmetteur de la civilisation en Égypte et en Syrie. Mais ayant l'esprit pragmatique, Eschassériaux respecte un idéal républicain. Il avance la paix perpétuelle pour laquelle l'indépendance des nations, la liberté du commerce, l'abolition de l'esclavage et l'alliance défensive des armées nationales sont nécessaires et, que cette coalition ferait la guerre définitive contre le gouvernement anglais qui poursuit le commerce exclusif et tyrannise les mers. D'ailleurs, il n'oublie jamais l'importance de la morale politique de la nouvelle colonie au contraire de Talleyrand.

En tout cas, les projets que nous présentons dans cet article ne sont pas réalisés dans leur totalité. On oublie souvent les entreprises qui n'ont pas été complètement achevées, que l'historien doit retrouver⁴⁹.

47 *Ibid.*, p. 150.

48 *Ibid.*, pp. 151-152.

49 Katsumi Fukasawa (sous la dir. de), *Yurashia shoshuukyouno kankeishi ron (Études sur l'histoire des relations interreligieuses de l'Eurasie)*, Tokyo, 2010, pp. 32-33.